



LE TERRORISME ET LE DÉVELOPPEMENT

Afin d'aborder la question du lien entre le terrorisme et du développement, le Groupe McLeod a organisé une table ronde en septembre 2015 à l'Université d'Ottawa, réunissant des représentants du secteur universitaire, la société civile, un ancien diplomate canadien et un diplomate étranger de haut niveau affecté au Canada. Même si la discussion a nourri ce document, celui-ci n'est pas le compte-rendu de la rencontre, mais plutôt les opinions propres au Groupe McLeod sur le sujet.

Définir le terrorisme

Le terrorisme est difficile à définir. Les codes pénaux de la plupart des pays ont des définitions qui sont souvent aussi controversées que vastes. Le Code criminel canadien a une longue définition du terrorisme, même si le ministère de la Justice note lui-même que « le terme est grandement élastique et qu'il peut donc faire l'objet de différentes définitions et interprétations ».¹ Aux fins de ce document, nous partons de la définition de base du dictionnaire Oxford : « l'utilisation non officielle ou non autorisée de la violence et de l'intimidation dans la poursuite d'objectifs politiques ».

Les préoccupations canadiennes actuelles concernent en grande partie le terrorisme *transnational* plutôt que

national : l'utilisation de la violence et de l'intimidation dans un lieu déterminé dans la poursuite d'objectifs politiques dans un autre lieu.

Cette perspective étroite ne tient pas compte du fait que la violence politique interne dans des pays comme le Soudan du Sud ou la République démocratique du Congo est bien pire que tout terrorisme transnational vu jusqu'à présent. Une telle vision exagère également l'ampleur du terrorisme. L'*Indice du terrorisme mondial* de 2014 met les chiffres en perspective : « Bien que le terrorisme soit en augmentation et qu'il s'agisse d'une préoccupation majeure en comparaison avec d'autres formes de violence, il est relativement faible en comparaison aux 437 000 personnes tuées par des homicides en 2012, ce nombre étant 40 fois plus élevé ».²

Comprendre le terrorisme moderne

Le terrorisme d'aujourd'hui est fortement concentré dans cinq pays - l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, le Nigéria et la Syrie - mais il existe également dans 55 autres pays dans le monde. L'*Indice du terrorisme mondial* de 2014 identifie 13 pays à risque d'une augmentation substantielle de terrorisme, dont sept en Afrique.

Le Groupe McLeod œuvre au renforcement de la contribution du Canada à un monde meilleur.

Le Groupe McLeod est composé de professionnels possédant de nombreuses années d'expérience au sein du gouvernement, de la société civile et du milieu universitaire, qui travaillent dans tous les domaines du développement international, de la diplomatie et de la politique étrangère. Nous collaborons avec d'autres intervenantes et intervenants qui apprécient les droits de la personne, l'intégration, l'égalité et le développement durable pour faire avancer la politique et l'action du Canada dans les domaines de la coopération internationale et des affaires étrangères.

260, rue Metcalfe, bureau 6A, Ottawa (Ont.) K2P 1R6

McLeodGroup.ca | mcleodgroup12@gmail.com | [@theMcLeodGroup](https://www.instagram.com/theMcLeodGroup)

Comprendre le terrorisme

La compréhension politique et celle du public canadien actuelles par rapport au terrorisme sont fortement teintées de la vision américaine, mise en exergue après les attaques du 11 septembre 2001 à New-York et à Washington. Avant de devenir premier ministre, Justin Trudeau a parlé de la nécessité de comprendre les « causes profondes » du terrorisme à la suite du bombardement survenu durant le marathon de Boston en avril 2013. « Il n'y a aucun doute que cela est arrivé parce qu'il y a quelqu'un qui se sent complètement exclu », a affirmé Trudeau.

En l'absence d'une compréhension des causes sous-jacentes au terrorisme, les gouvernements se retrouvent avec des outils limités et souvent inefficaces pour faire face à la réalité complexe du terrorisme.

Les racines de nombreux mouvements terroristes modernes peuvent être trouvées dans les inégalités de pouvoir et de richesse de longue date, dont plusieurs sont liées à l'éclatement des empires russe et ottoman, l'expansion coloniale, le réarrangement des frontières nationales après la Seconde Guerre mondiale et la fin du statu quo ayant prévalu durant la Guerre froide. Des frontières artificielles ont ignoré les ethnies, l'Histoire et le sens commun, en divisant certains peuples et en forçant d'autres ensemble, créant ainsi dans plusieurs régions des doléances et un sentiment profond de marginalisation et d'injustice.

L'idéologie ou la religion peuvent être un facteur, bien que les revendications des groupes aussi disparates dans leurs opinions que l'État islamique, l'Armée de résistance du Seigneur de Joseph Kony ou le Sentier lumineux du Pérou soient généralement aussi nombreuses et variées qu'irréalisables. Durant les guerres civiles et transfrontalières ayant ravagé l'Afrique centrale et occidentale durant les années 1990, les chercheurs ont abordé la question de l'importance relative de la cupidité et des revendications. Le rebelle sierra-léonais Foday Sankoh lutait-il pour les diamants, pour la démocratie ou pour résoudre une de la demi-douzaine d'autres doléances articulées vaguement ?³

En réalité, toutes les armées, qu'elles soient formelles ou informelles, avec uniforme ou travaillant dans la clandestinité, ont besoin de motivation. Et la motivation vient souvent d'un sentiment d'injustice, qu'il soit légitime ou non. Adolf Hitler était un maître dans l'utilisation des revendications comme un facteur de motivation. Les personnes – la chair à canon – impliquées dans ces mouvements de violence civils et transnationaux peuvent être des jeunes hommes non éduqués, marginalisés, lésés et/ou idéalistes, mais les mouvements dans lesquels ils participent sont souvent, si ce n'est pas la majorité du temps, élaborés et dirigés par une élite idéologique. L'idéologie peut être un fondamentalisme religieux qui transcende les frontières nationales, visant dans certains cas – comme l'État islamique et Al-Qaïda – à créer un espace géographique qui lui soit propre.

Il n'y a rien de particulièrement nouveau dans cela. La Troisième Internationale communiste, qui a duré de 1919 et 1943, préconisait un communisme mondial « par tous les moyens disponibles, y compris la force armée, pour le renversement de la bourgeoisie internationale ». ⁵ Dans de tels cas, une élite idéologique devient l'avant-garde d'un « mouvement », d'une « révolution » ou du terrorisme du jour. Dans certains cas, les dirigeants ne sont guère plus que des militants criminels, comme Charles Taylor au Libéria ou une douzaine de seigneurs de la guerre à travers l'Afrique centrale

Couper le terrorisme

Il n'y a pas de lien de *causalité* évident entre la violence et la pauvreté ou entre le terrorisme et le sous-développement. En d'autres mots, la pauvreté ne conduit pas directement à la violence et le sous-développement ne conduit pas inévitablement au terrorisme. Mais une *corrélation* peut certainement être établie. Brian Atwood, ancien diplomate, ancien chef de l'USAID et doyen de l'École d'affaires publiques Humphrey à l'Université du Minnesota, établit un cas convaincant :

Il y a... un lien significatif entre la pauvreté et les conflits violents, un lien qui a été fortement sous-estimé par les analystes en matière de sécurité nationale... Une forte corrélation existe entre les conditions du sous-développement et les différentes formes de conflit. Cela suggère que le refus de reconnaître le lien entre la sécurité et le développement a réduit l'efficacité des méthodes plus traditionnelles de prévention ou d'atténuation des conflits que sont l'usage de la force militaire, la diplomatie, le partage de renseignements et le droit international.⁶

En fait, l'utilisation de la force militaire, et plus particulièrement lors des interventions militaires occidentales en Somalie, en Afghanistan et en Irak, n'a non seulement pas réussi à apaiser les conflits et le terrorisme, mais elle les exacerbe, intensifie et approfondit en ne portant pas attention à la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Vous n'avez pas besoin d'un abonnement au *Monde diplomatique* pour savoir que la plupart des actes terroristes se produisent ou sont planifiés dans des pays pauvres.

Une partie de la difficulté à accepter une corrélation entre le terrorisme et le développement s'explique par la préoccupation étroite des gouvernements occidentaux en ce qui concerne leur propre sécurité immédiate, la propension à voir les représailles comme étant la solution et leur incapacité à voir comment des décennies de pauvreté, de mauvaise gouvernance et de violence affectant des ressortissants d'autres pays ont une incidence sur la paix et la sécurité futures de l'Occident. Les responsables politiques occidentaux ont par exemple oublié l'intervention militaire bâclée en Somalie jusqu'à ce que le pays devienne un foyer de piraterie maritime coûteuse. Ils n'ont pas traité sérieusement des conflits et de la pauvreté en Afrique et au Moyen-Orient et maintenant des centaines de milliers de réfugiés ont trouvé un moyen de traverser la Méditerranée et le détroit des Dardanelles. Les responsables occidentaux semblent paralysés par l'inaction alors que Boko Haram et Al-Shabab font des ravages à travers l'Afrique de l'Ouest et de l'Est.

Des interventions militaires à grande échelle menées par l'Occident (notamment en Irak et en Libye) ont en grande partie contribué à amplifier et aggraver les conditions contribuant au terrorisme.

Que faire

Ce qui suit ne constitue pas une alternative à la force militaire qui peut s'avérer nécessaire pour lutter contre le terrorisme. C'est un ensemble de recommandations visant à examiner certaines des conditions qui le produisent :

- Réorienter les priorités des préoccupations immédiates contreproductives et qui génèrent la peur (« Comment peut-on rendre le pays plus sécuritaire pour les Canadiens ? ») à des considérations plus larges (« Comment le Canada contribue-t-il à rendre le monde un lieu plus sûr ? »).
- Une attention beaucoup, *beaucoup* plus grande doit être portée à une coopération au développement accrue et plus efficace, particulièrement dans les États les plus pauvres et fragiles, ces « espaces non gouvernés » qui sont si attrayants pour le terrorisme transnational. Un milliard de personnes vivent dans la pauvreté absolue et presque trois milliards de personnes vivent avec moins de 2 \$ par jour. Cela représente une série de bombes à retardement de plus en plus dangereuses, dont certaines ont déjà explosé à un prix très élevé, incluant en Occident.
- Il faut mettre fin à l'instrumentalisation de l'aide au développement à des fins commerciales et militaires. C'est contreproductif, inutile et souvent inefficace. D'autres mécanismes existent pour l'avancement militaire et commercial.
- Le « renforcement des capacités » peut constituer une contribution canadienne importante à une meilleure gouvernance et à une meilleure sécurité dans plusieurs pays (par exemple, Mali, Ukraine, Irak), mais de tels efforts nécessitent une évaluation objective, la transparence et un contrôle public compétent.

- Le « *soft power* » (la diplomatie, des éléments du « programme pour la sécurité humaine » promu par le Canada, la responsabilité de protéger) a un rôle complémentaire important à jouer dans une approche cohérente et coordonnée en matière de sécurité.
- Les mesures contre le terrorisme présentent de nouveaux problèmes contreproductifs pour la société civile. Le Programme Femmes Artisanas de la Paix aurait pu au nom de nombreuses organisations humanitaires et de développement lorsqu'il a dit que les militantes en faveur de la paix « sont confrontées à de nouvelles exigences législatives restrictives, des lois financières suffocantes, des politiques de surveillance intimidantes et des exigences exhaustives en matière de rapports, tout cela dans un environnement qui est déjà difficile ». ⁷ Il faut modérer les réglementations de plus en plus draconiennes et les restrictions qui rendent la réponse humanitaire dans les zones de conflit plus difficile et plus dangereuse.
- Le temps est un facteur important dans tout cela. Les réactions aux menaces immédiates à la sécurité peuvent occulter la nécessité d'une perspective historique, de partenariats à long terme et d'un engagement continu envers une amélioration dans les climats qui couvent l'insécurité, la violence et le terrorisme.

NOTES

¹ Code criminel du Canada, 1985, Section 83,01, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-46/page-29.html>; Ministère de la Justice, « Commémoration des victimes d'actes terroristes », 7 janvier 2015, www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/jp-cj/victim/rr09_6/p3.html.

² Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index 2014*, p. 3, www.visionofhumanity.org/sites/default/files/Global%20Terrorism%20Index%20Report%202014_0.pdf.

³ Voir par exemple Mats Berdal et David Malone (dir.), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil War* (Boulder, Lynne Rienner, 2000).

⁵ « Comintern », Spartacus Educational, août 2014, <http://spartacus-educational.com/RUScomintern.htm>.

⁶ J. Brian Atwood, « The Link Between Poverty and Violent Conflict », *New England Journal of Public Policy*, 19 (1), 2003, pp. 159-165.

⁷ Programme Femmes Artisanas de la Paix (Women Peacemakers Program), « Press Release: Counterterrorism Measures and Their Effects on the Implementation of the WPS Agenda », 25 mars 2015, www.womenpeacemakersprogram.org/news/press-release-counterterrorism-measures-and-their-effects-on-the-implementation-of-the-wps-agenda-2/.